

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LA VERITE

DES REVOLUTIONNAIRES



Organe du Comité Central de la **LIGUE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE**
(section française de la **QUATRIEME INTERNATIONALE**)

SEMENSUEL N° 22- 15/28 FEVRIER 1976.

2/F.

RENAULT, au centre du combat pour abattre GISCARD.

Dans les plans de l'impérialisme pour juguler la révolution européenne montante, le gouvernement Giscard occupe une place importante. S'il participe directement à l'organisation de la contre-révolution pour écraser la lutte révolutionnaire des travailleurs portugais et principalement espagnols qui concentre aujourd'hui, la marche à la révolution européenne, son rôle ne s'arrête pas là. Son premier et principal rôle: défaire la puissante classe ouvrière de France, éviter qu'elle n'opère la jonction avec le prolétariat de la péninsule ibérique dans la lutte pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Ecraser la classe ouvrière de France n'est pas une mince affaire. Pour le gouvernement Giscard, cela suppose le soutien des directions couardes du mouvement ouvrier: celles du PCF et du PS. C'est donc appuyé sur la "main tendue" des dirigeants du P.C.F. qu'il a engagé et tente de généraliser ses attaques contre les acquis et les conquêtes des travailleurs de France. C'est le but de la loi-cadre sur les libertés déposée par la majorité giscardienne.

Sous couvert de la sauvegarde de "la liberté du travail", c'est le droit de grève que Giscard tente de limiter au maximum, ce sont les attaques des C.R.S. et des bandes armées du capital contre les piquets de grève qu'il veut légaliser. Au nom du maintien des bonnes "relations diplomatiques" ou de "l'ordre public", c'est le droit de manifestation qu'il veut liquider. Ceci précisément à l'heure où les grèves et les manifestations sont à l'ordre du jour pour appuyer le combat des travailleurs espagnols, pour engager l'offensive contre le gouvernement Giscard et ses plans anti-ouvriers.

SUITE AU DOS.

Sommaire :

XXII^e CONGRÈS DU PCF

CHANGEMENT D'ORIENTATION ?
NON! UNE AGGRAVATION DE LA
CRISE DU STALINISME.

pages 4 et 5.

RÉPONDONS A L'APPEL DE PLIOUCHTCH page 6.

PROJET DE LOI SUR LES LIBERTÉS UNE ATTAQUE EN REGLE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE.

page 8.

SAUVONS NOS CAMARADES DU PORE ! page 3.

EN AVANT POUR LE SECOND CONGRES DES J.O.R. PAGE 7.

RENAULT : NON AU DEMANTELEMENT PAGE 3.

A BAS LES CALOMNIES !

Page 2

UAB
Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC

SUITE DE L'EDITORIAL .

Mais assurer l'application d'une telle loi, pour pouvoir ensuite aller plus loin, exige de mettre au pas la classe ouvrière de France, et en premier lieu sa pointe avancée: les ouvriers de la Régie Renault, avant tout ceux de Billancourt .

C'est ce qu'a engagé Giscard : le démantèlement de ce bastion central du prolétariat . Débranchement des presses à Billancourt, liquidation du C.K.O. à Flins, réorganisation c'est à dire décentralisation, décentralisation, c'est à dire mutations des ouvriers dans d'autres usines, prise en charge par des entreprises ou des filiales privées de la fabrication de nombreuses pièces, accords avec d'autres entreprises privées pour assurer certains travaux en cas de grève (ce qui a permis récemment de briser la grève des pistoletiers à Billancourt), ce sont les premières mesures prises dans cette voie .

Les dirigeants du PCF, ceux des syndicats se taisent, ils appuient certaines de ces mesures, organisent l'isolement des fréquentes grèves qui éclatent dans les ateliers de la Régie . Les organisations centristes (LCR, LO, DCI) font de même. Elles vont jusqu'à les appuyer dans le syndicat .

Le gouvernement Giscard concentre ses efforts sur Renault pour mettre au pas les ouvriers de France .

C'est à Renault que la LIGUE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE de France concentre ses efforts pour déclencher la grève générale pour abattre le gouvernement Giscard, pour assurer la défense et l'extension à la France de la prochaine révolution espagnole et réaliser le Gouvernement Ouvrier-Paysan .

Directeur de la publication : ELISE LANGUIN

IMPRIMERIE SPECIALE DE L'EDITEUR.

CORRESPONDANCE :

B.P. N° 10 / 10
75 462 PARIS CEDEX 10.

PROCHAINEMENT HEBDOMADAIRE :

A PARTIR DU 1er MARS 76 .

ABONNEMENT DE LANCEMENT :

3 MOIS : 10 F .

NON AUX CALOMNIES DANS LE MOUVEMENT OUVRIER !

Hansen and Novack—Accomplices of the GPU



Après Lambert, que de nombreux militants de l'O.C.I. ont suivi dans ses calomnies contre notre camarade Michel Varga, voilà que Healy, dirigeant du R.W.P (Revolutionary Workers Party) d'Angleterre, accuse les dirigeants du S.W.P. (Socialist Workers Party) américain d'être des agents du G.P.U. Avec évidemment des "preuves irréfutables". C'est-à-dire un puzzle de "déductions" risibles dignes d'un besogneux de la délation.

Joe Hansen et Novack, dirigeants du S.W.P et du S.U. pabliste sont des opportunistes, à combattre sur le terrain politique. Mais Healy en est devenu incapable; voilà qu'il n'a rien trouvé de mieux que d'accuser Hansen d'avoir trempé dans l'assassinat de Trotsky!

Les Healy, les Lambert, ont d'abord déserté la reconstruction de la IV^e Internationale, chacun de leur côté; ils se retrouvent ensemble au niveau des procureurs de Staline.

Mais si de telles méthodes se développent, cela est certes dû à la faillite de ces "chefs historiques" mais aussi à ceux qui, comme la L.C.R., L.O., ont préféré les manœuvres à une lutte de principe contre les calomnies de Lambert, et ainsi ont encouragé celles de Healy.

Mais que vont en penser les militants de l'O.C.I.? Ceux qui jusqu'ici ont camouflé leur couardise politique et leur suivisme vis-à-vis de Lambert par des aboiements indignés contre "Varga, agent du G.P.U." vont avoir du mal à trouver un nouveau refuge moral: ce sont les mêmes qui veulent une réunification à tout prix avec Hansen. Vont-ils arborer la même "vertu" contre Hansen, qu'alors contre Michel Varga? Quant aux militants honnêtes, ils participeront à la Commission d'enquête contre les calomnies.

Et à la L.C.R., nous disons: vous y avez participé, puis vous vous êtes désistés, prout extant que "même sans preuve aucune, il y a un doute"; aujourd'hui que vos dirigeants internationaux sont calomniés, resterez-vous aussi perplexes?

CLAUDE LOUISIANE.

RENAULT

NON AU DEMANTELEMENT !

Giscard prévoit la disparition de Renault Billancourt dans 4 ans en 1980. Pourquoi ?

Le patronat veut encore tromper les travailleurs en expliquant qu'il s'agit du renouveau de Paris, de l'aménagement de la capitale, de la décentralisation en province pour améliorer la qualité de la vie ...

Il n'en est rien ! Citroën, Renault, les centres industriels du cœur de Paris ont fait vaciller le pouvoir en 1968. Depuis, le patronat a compris qu'il lui fallait atomiser la classe ouvrière la plus combattive de la capitale, celle de la métallurgie. Il a commencé par Citroën, il veut continuer par Renault Billancourt, bastion fort de la classe ouvrière qui a obtenu par sa lutte de nombreux acquis. Il veut briser ce bastion.

Pour supprimer Citroën de la carte il s'est servi des polices parallèles des syndicats fascistes (CFT), il a commencé par licencier, muter les délégués syndicaux.

À Renault, le gouvernement tente d'employer ces mêmes méthodes : utilisation de briseurs de grève pour déplacer les presses lors de la grève, emploi massif d'intérimaires, licenciements des délégués syndicaux (les 14). Le but du patronat est clair : "réorganiser" l'usine signifie : diminuer le secteur nationalisé au profit des filiales et des soutraitants privés, pour cela, il doit supprimer les acquis des travailleurs de la métallurgie, supprimer les conventions collectives qui garantissent les salaires, l'emploi et la qualification.

Que proposent les directions syndicales ? Rien, sinon "négocier" avec le patronat ! Les pistolettiers, en grève n'ont obtenu que 40% de risque de santé sur les 130 qu'ils demandaient, et pas leur changement de classification. Pendant qu'ils étaient en grève la direction de la Régie faisait faire le travail à Chausson (Creil). En n'appelant pas les ouvriers de Chausson à refuser de briser la grève des pistolettiers, ils se sont faits complices du gouvernement.

Aucune négociation ne peut aboutir à des résultats positifs sur la base d'une grève isolée.

La lutte doit s'engager immédiatement pour faire échec à ce plan : par des assemblées d'atelier pour la grève générale de la Régie, premier pas vers la Grève Générale. *Jeanne Aude*

Libérons nos camarades du PORE emprisonnés à Madrid! Organisons le boycott du Franquisme !

La classe ouvrière d'Espagne est depuis longtemps prête au combat pour faire disparaître le régime franquiste monarchisé par la grève générale centralisée par les propres organes de pouvoir du prolétariat, les conseils. Si l'explosion révolutionnaire décisive n'a pas encore eu lieu, ce n'est pas à cause de la force de la bourgeoisie mais bien parce que les partis qui se disent partis des ouvriers, c'est à dire le parti social démocrate, le PSOE et le parti stalinien de Santiago Carrillo, le PCE font tout ce qu'ils peuvent pour freiner l'élan des ouvriers, et pour les mener dans des voies sans issue. Ils prétendent la réconciliation avec les fascistes, tentent de faire acclamer les forces de répression par les manifestants, et attaquent en même temps les dures grèves ouvrières qui échappent à leur contrôle (comme celle du métro de Madrid). Mais la section espagnole de la Quatrième Internationale, le Parti Ouvrier Révolutionnaire, en s'affrontant avec le parti stalinien dans les usines en grève, dans les assemblées de grévistes et dans les manifestations, entraîne avec lui des couches de plus en plus grandes d'ouvriers révolutionnaires pour l'organisation de la grève générale pour abattre le franquisme. Pour le gouvernement Ouzier et Paysan. Concrètement, dans le secteur du bâtiment et des banques, comme lors des manifestations devant les prisons pour libérer les prisonniers politiques, le PORE arrive à diriger des milliers d'ouvriers révolutionnaires. La Quatrième Internationale a lancé un appel pour la défense de nos camarades emprisonnés à Madrid et qui vont bientôt être jetés devant un tribunal "spécial" fasciste. Cette campagne que nous menons, à laquelle tous les ouvriers révolutionnaires et les démocrates sincères doivent se joindre, est inséparable de notre combat pour organiser le boycott international du franquisme. Le boycott, c'est concrètement des grèves de solidarité avec les ouvriers espagnols en grève, c'est à dire empêcher la bourgeoisie française d'envoyer des pièces fabriquées par les ouvriers de France pour briser la grève de nos camarades d'Espagne. Nous ne ferons pas comme les centristes opportunistes de l'OCI qui parlent de boycott mais n'organisent rien, sinon une campagne de signatures sans rien proposer de plus aux cinquante mille signataires ! Nous, Ligue Ouvrière Révolutionnaire de France appelons ces signataires, qui se sont engagés à organiser le boycott du franquisme moribond, à préparer avec nous une manifestation unitaire pour lancer réellement le boycott de la monarchie franquiste !

un changement

L'AGGRAVATION DE LA CRISE

300 travailleurs immigrés lèvent le poing et entonnent l'Internationale. Des dizaines d'autres travailleurs, délégués comme eux chantent avec eux. Marchais aura beau alors marteler: "nous ne sommes pas le parti du poing levé"; les discours sur le "concept" de la dictature du prolétariat qui serait dépassée, auront beau se succéder à la tribune; le socialisme aux couleurs de la patrie française aura beau remplacer dans l'imagerie des bureaucrates le "vieil" internationalisme prolétarien; dans le XXII^{ème} Congrès lui-même, par la voix de ces travailleurs parmi les plus opprimés, s'est exprimée la mobilisation indépendante des ouvriers contre les tentatives répétées et renforcées de la subordonner à la bourgeoisie, de maintenir la lutte dans le cadre normal: de la détruire.

Car ce XXII^{ème} Congrès du PCF ne consacre ni un changement d'orientation, comme tentent de le faire croire les commentateurs bourgeois, ni le point final d'une évolution progressive vers l'abandon de la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière.

Tout le contraire d'une adaptation à la réalité "française", le XXII^{ème} Congrès est la réponse de l'appareil stalinien international en France au développement de la lutte des classes en Europe, à la révolution européenne qui a commencé au Portugal, et que la révolution espagnole va précipiter et étendre. Cela apparaît clairement dans l'identité des "voies nationales" vers le socialisme du PCE, du PCI, du PCF.

Un tournant à droite ?

Si on se cantonne aux apparences, certainement. Mais en réalité, il s'agit seulement de l'homogénéisation de la direction stalinienne du PCF sur la meilleure forme de préparation de la contre-révolution, qui implique des atta-

ques renforcées et plus conséquentes contre l'indépendance de la classe du prolétariat, que l'Union de la Gauche sous sa forme primitive ne garantit pas suffisamment. Depuis l'élection de Giscard, il était devenu clair que le Programme Commun de gouvernement et l'alliance PCF-PS-Radicaux ne suffiraient en aucun cas à contenir la mobilisation des travailleurs. Dès Septembre 1974, la préparation de la grève générale pour abattre ce gouvernement devenait l'enjeu immédiat des combats des ouvriers. Déjà, l'éventualité d'un compromis entre Giscard et le PCF, prélude à l'Union Sacrée était envisagée. Mais la grève des postiers de Octobre-Novembre 74, comme une première tentative pour déclencher la grève générale, mettait en échec cette tentative. Bien qu'isolée et trahie par les directions stalinienne et social-démocrate, cette grève, néanmoins, a empêché Marchais d'aller à la rencontre de Giscard.

Le Congrès Extraordinaire du PCF convoqué pour préparer l'élargissement de l'Union de la Gauche à l'Union du Peuple de France, n'a pas réussi à supprimer la référence au socialisme. Immédiatement, une nouvelle tentative de déclencher la grève générale a été faite pendant 9 semaines à Renault: elle a ébranlé l'appareil stalinien jusque dans ses fondements, jusqu'au Kremlin. Déclenchée envers et contre le PCF, tendant à s'unifier dans la grève de la Régie et à se développer dans toute la Métallurgie, elle a approfondi encore la crise du PCF, l'obligeant à gauchir son ton: en même temps qu'il dénonçait la collusion Brejnev-Chirac contre la grève de Renault, et désavouait sa fédération de Paris, qui se préparait à rencontrer Giscard, il se mettait à la tête de la mobilisation des ouvriers, pour les conduire à

l'impasse des luttes secteur par secteur, usine par usine, atelier par atelier. C'est ainsi que dans toute la métallurgie, après Renault, Usinor, Chausson, la mobilisation est restée dispersée, par le moyen des grèves tournantes et des débrayages d'une heure.

Mais le développement des formes d'auto-organisation de la classe ouvrière (occupation, piquets, comités de grève), la mobilisation ininterrompue des travailleurs, qui dans TOUS les secteurs sont entrés en lutte, et sans RIEN obtenir, impliquent l'explosion imminente d'un mouvement qui ne peut que s'unifier par la grève générale, comme seul moyen immédiat d'en finir avec le gouvernement Giscard.

L'appareil du PCF est obligé de se préparer immédiatement à l'affrontement avec ce mouvement indépendant de la classe ouvrière, dont l'enjeu est le pouvoir. Si l'appareil stalinien était divisé sur la forme que doit prendre sa collaboration avec la bourgeoisie, non seulement il n'a plus le temps d'hésiter, mais surtout le développement de la révolution européenne a fourni l'expérience vivante de l'ampleur de sa crise, et de sa faiblesse.

Une expérience internationale: la faillite des fronts populaires.

Aucun front populaire ne peut aujourd'hui, comme cela a été possible en 1936, garantir un frein durable à la révolution prolétarienne. Le front populaire, dernière carte de la bourgeoisie avant le fascisme, garantissant le maintien de l'Etat bourgeois par le gouvernement des appareils du PC et du PS, alliés pour la circonstance à des secteurs limités dits progressistes de la bourgeoisie, ne peut être mis en place sous cette forme par ces appareils, sans un risque immédiat de débordement.

congrès du PCF:

t d'orientation ? non : RISE DU STALINISME .

Le Front Populaire portugais qui, à cause de cela, a dû associer immédiatement au pouvoir l'armée, principale institution de l'Etat bourgeois, a éclaté sous les coups répétés de l'assaut révolutionnaire des masses. Les travailleurs sont conscients qu'il n'y a aujourd'hui pas d'autre alternative entre le fascisme préparé ouvertement par l'impérialisme nord-américain, et le Gouvernement Ouvrier et Paysan, issu des organes autonomes des ouvriers, c'est-à-dire la dictature du prolétariat. En même temps, cette issue est clairement déterminée par l'avance de la mobilisation internationale: précisément de la révolution espagnole, dont le déclenchement est imminent, et où déjà la IV^{ème} Internationale est prête à diriger la classe ouvrière vers le pouvoir.

Alors que la bourgeoisie complète ouvertement contre les travailleurs de la péninsule ibérique, l'appareil stalinien est obligé de renforcer l'isolement dans les frontières nationales des combats des ouvriers de chaque pays, d'empêcher de toutes ses forces la jonction révolutionnaire des ouvriers du Portugal, d'Espagne et de France, en premier lieu (soutien au pacte ibérique au Portugal, opposition active au boycott de l'Espagne franquiste et à la solidarité avec les ouvriers espagnols en France); voilà pourquoi "l'internationalisme est dépassé" selon Cunhal, Marchais et Carillo ensemble. De la même manière, il doit s'opposer à la jonction des ouvriers en France par le moyen de la Grève générale (appel à attendre les élections de 1978; exigence de "négociations" malgré le refus répété et arrogant de Giscard de ne rien céder).

Le XXIII^{ème} Congrès a cette signification: le front populaire, sous la forme de l'Union de la Gauche, ne pourra contenir la révolution. L'appareil stalinien du

PCF en est maintenant conscient: il lui faut, comme le PCI et le PCR, ouvrir la porte de l'union à de plus larges secteurs de la bourgeoisie, et y compris aux secteurs prétendument "démocratiques" de l'armée. C'est seulement ainsi que le PCF peut se préparer à faire reculer la révolution prolétarienne, à mettre à genoux la classe ouvrière.

Une manifestation éclatante de cette volonté du PCF de couvrir et participer aux attaques frontales contre le prolétariat est la couverture de la préparation par Giscard de la Charte des libertés, ou plutôt contre les libertés (dont nous rendons compte dans un autre article de ce journal). Car si le front populaire élargi signifie des coups renforcés contre l'indépendance de classe du prolétariat, il implique déjà que les droits élémentaires conquis par les ouvriers, puissent être repris dès aujourd'hui. Voilà le contenu concret et non théorique de l'abandon "récent" du concept de la dictature du prolétariat.

Le XXIII^{ème} Congrès: l'ouverture d'une nouvelle crise dans le PCF

Mais le mouvement des travailleurs est loin d'être brisé. Si la direction du PCF s'est homogénéisée dans la préparation du XXIII^{ème} Congrès, cela ne signifie nullement que le PCF se soit renforcé. Tout au contraire: la mobilisation de l'appareil pour préparer une collaboration encore plus étroite avec la bourgeoisie est le signe de sa faiblesse: le PCF, même uni avec le PS, ne peut affronter la mobilisation ouvrière, sans cette aide directe de la bourgeoisie, ni sans avoir préparé cet affrontement par l'écrasement de sa base la plus radicale.

C'est ici que se démasquent toutes les organisations centristes qui prétendent représenter une alternative révolutionnaire au

PCF. Lutte Ouvrière, la LCR, l'OCI tentent de ressusciter les fronts populaires de 1936. En effet, c'est la crise des appareils du PCF et du PS qui oblige ces partis à faire des pas de plus en plus dans la collaboration avec la bourgeoisie contre la dictature du prolétariat, enjeu de toutes les luttes actuelles. C'est alors que ces centristes refusent encore plus fermement d'appuyer cette mobilisation des travailleurs qui force le PCF à faire des pas à droite, de l'appuyer en luttant pour le Gouvernement Ouvrier et Paysan, par le développement des organes autonomes de la classe ouvrière. Ils sont opposés à la préparation de la Grève Générale, unique moyen indépendant dont dispose la classe ouvrière pour s'unifier dans la lutte contre Giscard. Ils réclament du PCF et du PS qu'ils s'unissent sans la bourgeoisie, ou seulement avec son aile la plus gauche; leur couardise n'a d'égal que leur bêtise: alors que les appareils en crise cherchent le meilleur moyen d'adapter leur trahison des ouvriers à l'étape actuelle de la lutte des classes, ces organisations (la LCR, L.O., l'OCI) réclament d'elles qu'elles trahissent moins ouvertement, et dans ce cadre leur apportent leur soutien.

Dans les usines, dans les bastions de la classe ouvrière, les ouvriers savent qu'ils devront s'affronter au PCF, pour obtenir leurs revendications, pour unifier leur lutte, pour abattre le gouvernement de la bourgeoisie.

A Renault, où la méfiance envers le PCF est sans doute la plus grande, compte tenu de la richesse de l'expérience de ses luttes antérieures, et singulièrement de la dernière grève de Février-Mars 1975, la faillite des centristes est déjà prononcée par les ouvriers qui ne voient pas dans ces organisations une alter-

CONTRE LA RÉPRESSION STALINIENNE

répondons à l'appel de Plioutch !

La mobilisation ouvrière internationale a réussi à faire libérer Léonid PLIOUCHTCH de l'hôpital psychiatrique "spécial" dans lequel il était emprisonné et détruit peu à peu par des "traitements" chimiques. La bureaucratie stalinienne, en pleine crise, ne peut plus utiliser les méthodes des procès de Moscou des années 30. Elle ne peut plus assassiner, faire disparaître les opposants communistes et socialistes sans qu'il n'y ait pas de réaction de l'ensemble de la classe ouvrière internationale. Il n'est plus minuit dans le siècle !

Mais s'il n'est plus minuit dans le siècle, il reste encore des centaines, sinon des milliers de prisonniers politiques dans les hôpitaux psychiatriques "spéciaux" et les camps de concentration de la bureaucratie stalinienne. C'est ce qu'a notamment déclaré Plioutch dès sa libération. Il n'a cessé d'appeler à continuer la lutte pour la libération de tous ces emprisonnés; Mais que lui ont proposé toutes les organisations qui se réclament de la démocratie ouvrière? RIEN. C'est ce que nous allons voir.

Lors de l'interview qu'a donnée Plioutch à la presse à Paris, PERSONNE ne lui a proposé quoi que ce soit. Personne sauf l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse qui a proposé la formation d'un COMITE OUVRIER INTERNATIONAL CONTRE LA REPRESSION EN URSS ET EN EUROPE DE L'EST. Plioutch a été très intéressé mais a préféré prendre rendez vous avec l'IRJ pour en discuter plus amplement. Il faut noter l'obstruction faite par ceux qui l'entouraient pour empêcher que les moyens de rencontrer Plioutch n'arrivent à l'IRJ. Il a fallu l'intervention des journalistes présents pour que cela soit réellement fait. Alain Krivine, dirigeant de la LCR pabliste était aussi présent mais a gardé un silence prudent devant les questions que lui a posé l'IRJ sur les moyens qu'ils pense nécessaires pour ne pas en rester à la libération du seul Plioutch. Il n'en pensait pas grand chose. Ce qui ne l'a pas empêché de faire le lendemain une déclaration tonitruante sur la répression en URSS !

Quant à l'OCI présente parmi les journalistes sa seule question fut: monsieur(!) Plioutch, que pensez vous de Soljenytsine ? Bien sûr, Michel Broué était là mais en tant que mathématicien et surtout pas comme militant de l'OCI ! Il ne veut probablement pas mêler le drapeau de la IV^e Internationale à ces "sordides" questions de libération des prisonniers politiques en URSS! Il a raison, à son sens, car il ne porte pas le drapeau de la IV^e Internationale, sur cette question ou sur une autre. Il l'usurpe.

Les militants du PCF ne peuvent se contenter des "critiques" que Marchais a formulé contre "les atteintes à la liberté en Union Soviétique". On ne peut prétendre lutter pour le socialisme dans les pays capitalistes et accepter que les opposants communistes et socialistes soient emprisonnés et internés dans les hôpitaux psychiatriques "spéciaux" et que la répression liée à la normalisation en Tchécoslovaquie frappe en premier les vrais communistes. Car comme le dit très justement Plioutch:

"Les persécutions inouïes dont sont victimes en URSS ceux qui pensent autrement sont une tache de honte qui obscurcit les idéaux lumineux du communisme".

Les Jeunesses Ouvrières Révolutionnaires de France, section française de l'IRJ, n'ont pu devant l'importance de la tâche, constituer le Comité Français du COMITE OUVRIER INTERNATIONAL CONTRE LA REPRESSION EN URSS ET EN EUROPE DE L'EST le 22 Février comme prévu, mais ont décidé de continuer et renforcer la campagne pour constituer le Comité Français le 7 Mars. Plusieurs dizaines de signatures ont été déjà recueillies au bas de la pétition appelant à la formation du Comité. Il s'agit maintenant d'organiser la jeunesse ouvrière pour l'envoi de délégués à la réunion du 7 Mars, pour la collecte de l'argent nécessaire pour mener à bien cette tâche, pour l'adhésion des organisations de la classe ouvrière à ce comité. Cette campagne n'est pas une campagne pour réunir des "signatures" mais pour mobiliser la jeunesse prolétarienne contre la répression stalinienne.

Contre tous les centristes qui veulent briser l'unité mondiale de la classe ouvrière en isolant les travailleurs des pays dominés par la bureaucratie stalinienne de ceux des pays capitalistes, contre la bourgeoisie française qui veut faire taire Plioutch, par la voix de Chirac, contre la coexistence pacifique de l'impérialisme et du stalinisme qui se fait contre le prolétariat mondial, la Quatrième Internationale dit: notre objectif, c'est les ETATS UNIS SOCIALISTES D'EUROPE !

V.S.M.

DANS LE N° 23 DE :

"LA QUATRIEME INTERNATIONALE"

Les résolutions de la 4^{ème} Conférence Reconstructrice .

Le Manifeste de la IV^{ème} Internationale .

La résolution sur les tâches

En avant vers le Second Congrès des Jeunes Ouvrières Révolutionnaires

Le 21 Février, après le meeting international de l'I.R.J., le Comité National des J.O.R. s'est réuni.

Il a centralisé le combat des JOR pour la préparation de ce meeting et a préparé sa suite.

Les JOR ont commencé à porter la lutte dans les usines et principalement dans les bastions de la classe ouvrière en France, Renault et Usinor.

Les premiers cercles de jeunes ouvriers sont en voie de constitution sur la base du combat contre le complot international de la réaction. Ce complot se concentre dans les usines de la métallurgie et en France à Renault que le gouvernement veut démanteler en 4 ans.

Cela a pour première conséquence : blocage du recrutement des jeunes à la régie, embauche des jeunes comme intérimaires, qui peuvent être mis à la porte du jour au lendemain, licenciements massifs, chômage technique, mutations; Ce sont les jeunes qui subiront en premier lieu ces attaques du patronat contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Les J.O.R. combattent donc à Renault contre le démantèlement de la Régie, ce qui signifie :

-Embauche massive des jeunes sans emploi ! Halte aux cadences infernales ! Répartition entre tous les ouvriers des heures de travail, sans diminution de salaires : ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL !

- Garantie de l'emploi pour les intérimaires, droits syndicaux ! Le syndicat doit les prendre en charge et les défendre au même titre que tous les ouvriers !

- Pas un seul licenciement ! Halte au chômage technique ! pas de mutations !

C'est ainsi, sur la base de leur combat que les JOR posent le problème de leur place dans le syndicat : place à la jeunesse !

Les JOR ont leurs positions de lutte, ils veulent faire du syndicat l'arme du combat. Pour que la CGT soit l'instrument des ouvriers, la jeunesse a une place privilégiée à prendre. Partout, c'est contre le chômage massif que la jeunesse veut se soulever. Le 17 Mars la direction de la CGT organise une journée d'action contre le chômage des jeunes, elle réduit cela aux comités de chômeurs qu'elle a mis en place. NON ! C'est toute la jeunesse qui est concernée ! Tout jeune est un chômeur en puissance. L'exemple de

Renault le montre. Mais à Usinor, c'est la même chose : les 2 000 licenciements frappent d'abord les jeunes. Où que nous tournions la tête, nous voyons que les jeunes sont menacés de chômage. Les JOR combattent pour que, partout, s'organise, dans les usines, les chantiers, les bureaux, en relation avec les chômeurs la lutte contre le chômage pour l'échelle mobile des heures de travail.

C'est sur cette base que le Comité National a décidé de lancer dès maintenant la campagne pour la tenue du second Congrès des JOR.

Ce second Congrès adoptera un "plan d'offensive" contre la bourgeoisie, qui sera élaboré dans la lutte sur les chantiers, dans les usines, dans les bureaux.

Les délégués au Congrès seront élus par 5 membres des JOR. TOUT JEUNE A POUR OBJECTIF D'ETRE DELEGUE !

La direction des JOR se dégagera de la lutte.

PAR CE COMBAT, JEUNE, PREPARE LE 2nd CONGRES DES J.O.R. ! FORGEONS NOTRE ARME : L'ORGANISATION, LES J.O.R. !

ALAIN CAVAILLIER.

Suite de la page 5 -

-native au PCF, étant donné qu'aucune ne mène un combat ferme et décidé dans l'usine, dans les syndicats pour diriger leur mobilisation: tous capitulent devant l'appareil stalinien.

Alors que déjà, de nombreux ouvriers révolutionnaires du PCF ont commencé à lier la politique de leur parti dans les usines au contenu du XXIIème Congrès; alors que pour la première fois depuis des dizaines d'années, des groupes entiers dans le PCF se sont

opposés à cette politique et ont réclamé le droit de tendance; alors que le PCF commence à exclure en masse des militants, pendant que des dizaines d'autres déchirent leur carte, le facteur déterminant de cette crise est le parti qui lutte pour la défense et le développement de cette indépendance de classe du prolétariat, dans sa lutte quotidienne pour ses revendications pour son organisation, pour son unité par la Grève Générale, pour l'établissement de son pouvoir: la dictature du prolétariat.

Contre les forces coalisées de la réaction, des appareils stalinien et social-démocrate, des centristes, seule la IVème Internationale peut diriger ce combat. Sa section française, la Ligue Ouvrière Révolutionnaire, en construisant le Parti Ouvrier Révolutionnaire, ouvre ses portes à tous les ouvriers révolutionnaires décidés à cette lutte.

CLAUDE LOUISIANE.

Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC

le projet de loi sur les libertés : UNE ATTAQUE EN REGLE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

L'imminence de la révolution en Espagne, la résistance de la classe ouvrière de France, ses tentatives de préparer contre la volonté des directions traditionnelles un affrontement général avec la bourgeoisie, ceci depuis 68, expliquent l'impatience du gouvernement pour tenter de briser toutes les libertés et garanties démocratiques arrachées par la classe dans son combat et nécessaires à ce combat.

Les chiens policiers contre les piquets de grève, le recours aux brigades spéciales, les coups de force des polices parallèles, la politique des "coups de poing" de Poniatowski, les soi-disant "bavures", voilà ce que le gouvernement Giscard veut LEGALISER ET INSTITUTIONALISER par son projet de loi sur les libertés!

Coups de grève, de manifestation d'expression, sont gravement remis en cause. La section IV du projet qui s'intitule cyniquement "de la Non-Violence" éclaire d'un jour sinistre tout le projet: Exemple l'article 21. La peine de mort est maintenue. Et donner la mort est légitime "dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire :

- a) pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale;
- b) pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'évasion d'une personne régulièrement détenue;
- c) pour réprimer conformément à la loi une émeute ou une insurrection ."

Les textes d'application diront ce qu'ils entendent par là ... Chacun voit quelles sont les conséquences de chaque point: la répression dans les prisons sera légitimement sanglante, les coups de feu lors d'opération de police seront "légitimes" aussi, quant au dernier point, quelle sera la définition d'une émeute? Quand on lit dans l'article 42 : "Est interdit ... tout attroupement non armé, qui pourrait troubler la tranquillité publique", on voit ce que préparent les législateurs de Poniatowski !

Poursuivons : "La liberté d'expression ne s'exerce ni au préjudice de la liberté d'expression d'autrui, ni au détriment d'autres libertés, ni à celui des principes fondamentaux des institutions républicaines" (art.33) De plus, la loi s'assure qu'elle ne porte pas atteinte aux relations diplomatiques de l'Etat". Crier "Franco assassin" deviendra un délit. Ce projet vise aussi l'asservissement des fonctionnaires : "En dehors de son service il est tenu d'éviter toute prise de position publique de nature à compromettre son indépendance et à nuire à sa fonction." (54) A quand le serment de fidélité au régime ?? Le droit de grève est très limité : "toute cessation du travail n'est licite que pour des motifs professionnels" (52). Et le directeur d'une entreprise pourrait exiger que le personnel se prononce par un vote à bulletin secret sur la reprise du travail, sous le contrôle d'un magistrat. (52) Bien évidemment l'enseignement doit "respecter l'objectivité du savoir"! Tarte à la crème de la bourgeoisie qui vise l'asservissement de la jeunesse.

Évidemment ce projet est voué à l'échec : là où De Gaulle a échoué Giscard échouera. Mais il montre qu'une fraction de plus en plus importante de la bourgeoisie mise sur le fascisation du régime pour parer à la menace révolutionnaire. C'est la même fraction qui vole au secours de la dictature franquiste moribonde. Cette tentative de fascisation sera en dernière analyse permise par tous les partisans du Front Populaire. Mais tout "pas en avant" de ce gouvernement met sa vie en jeu ! La grève générale balayera ce projet ! Engageons la mobilisation de toutes les forces ouvrières contre le gouvernement Giscard

E. LANGUIN .

RAPPEL

Dimanche 29 Février:
14 H. 6 impasse Paule
75 010 - Paris

Réunion de la Commission
d'Enquête contre les
calomnies sur M. Varga .

UAB
Biblioteca de Comunicacio
General
cepc